

Passation de service : Moussa Alassane Diallo prend les rênes du ministère de l'Industrie et du Commerce

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 05 JUILLET 2023

1377

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Assimi Goïta à Saint-Pétersbourg

Les instructeurs russes et

Kidal seront-ils au programme ?



Tunisie : Reprise des violences à Sfax contre les Subsahariens



Les maliennes et les perruques : Modernisation ou acculturation ?



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

25 Juin
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée.



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude.



Respecter la distance de sécurité.



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

10

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

663 178 Vaccinations incomplètes

3 877 865 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33 151

Guéris

32 332

Décès

743

dont 00 fait l'objet
d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.13



P.17



P.22



UNE	Assimi Goïta à Saint-Pétersbourg : Les instructeurs russes et Kidal seront-ils au programme ?	P.5
BREVES	CEDEAO : Mali, Burkina Faso et Guinée au menu du prochain sommet !	P.13
	Crash d'air Algérie en 2014 : Le procès en octobre suspendu	P.13
	Mali : La réconciliation entre les rebelles touareg et le gouvernement est sûr de bon rail	P.14
	Mali : Le remaniement ministériel avec plus de technocrates globalement salués	P.14
ACTUALITES	Passation de service : Moussa Alassane Diallo prend les rênes du ministère de l'Industrie et du Commerce	P.17
	Minusma, fin de mission avant l'heure : Assimi l'a voulu, le conseil de sécurité de l'ONU n'a pas eu le choix	P.18
	Enlèvement d'Olivier Dubois au Mali : Un intermédiaire "trouble" au cœur des investigations en France	P.19
POLITIQUE	Remaniement ministériel : Ce qu'il faut comprendre	P.22
	Retrait de la mission onusienne au Mali : Les assurances du gouvernement	P.24
CULTURE ET SOCIÉTÉ	Les maliennes et les perruques : Modernisation ou acculturation ?	P.26
INTERNATIONAL	Tunisie : Reprise des violences à Sfax contre les Subsahariens	P.27
	Chine : Une réunion de presse à Quanzhou	P.28
SPORT	FEMAFoot : Mamoutou Touré Baveux candidat à sa propre succession	P.29

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

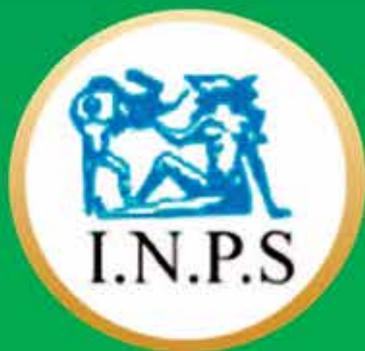
• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



LA PENSION DE RETRAITE ANTICIPÉE POUR RAISON DE SANTÉ

Conditions d'ouverture des droits :

- Avoir accompli au moins 13 années d'assurance
- Avoir 53 ans et moins de 55 ans pour toutes les catégories
- Certificat médical attestant l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle



INPS Au service des assurés sociaux

Employeurs ! Faites vos déclarations et assurez leur paiement régulier à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités



Assimi Goïta à Saint-Pétersbourg

Les instructeurs russes et Kidal seront-ils au programme ?

Le colonel Assimi Goïta effectuera son premier déplacement hors du continent africain au cours de ce mois de juillet 2023. Le ministère russe des affaires étrangères a confirmé, par le biais d'un communiqué, la participation du Président de la transition à la tête d'une délégation représentative aux travaux du Forum économique et humanitaire Russie-Afrique qui se tiendra à Saint-Pétersbourg les 27 et 28 juillet 2023.

Depuis son investiture en tant que président de transition le 7 juin 2021, le colonel Assimi Goïta n'a jamais quitté nos frontières. Il a voyagé en tant que vice-président, se rendant au Maroc, à Accra et à Lomé.

Cependant, son voyage en Russie intervient à un moment où le Kremlin connaît des turbulences au sein de son armée. La société de sécurité privée appelée «Wagner», soupçonnée par les Occidentaux d'avoir signé des contrats

avec des pays africains, dont le Mali n'est plus en odeur de sainteté avec le patron russe. Récemment, un groupe de membres de cette société privée dirigé par Evgueny Prigogine a tenté une incursion à Moscou. Arrêté aux portes de la ville à la suite de négociations avec le Président biélorusse, son chef aurait trouvé refuge en exil dans ce pays. Après un tel acte qualifié de «traître», cette société de sécurité privée fait face à de fortes pressions



pour intégrer ses membres au sein de l'armée russe.

À l'annonce de ce voyage du Président de la transition, beaucoup se demandent si le colonel Assimi ne profitera pas de l'occasion pour discuter de l'avenir des militaires russes travaillant aux côtés des FAMA, si les soupçons des Occidentaux s'avèrent fondés. Rappelons que les autorités ont toujours rejeté cette accusation selon laquelle elles travailleraient avec la milice privée Wagner. Elles ont toujours affirmé, à qui veut l'entendre, qu'elles travaillaient avec les instructeurs russes et non avec la milice privée Wagner, dont le chef est en désaccord avec le président russe, Vladimir Poutine.

Selon certaines sources, le commandant de Wagner en Syrie aurait été arrêté par l'armée russe cette semaine.

Les groupes armés de Kidal font les yeux doux à la Russie

Des représentants des groupes armés de Kidal ont rencontré Igor Gromyko. Depuis l'annonce du départ de la MINUSMA, les groupes armés de Kidal sont dans tous leurs états. Le Cadre Stratégique Permanent pour la Paix, la Sécurité et le Développement (CSP-PSD), qui regroupe les mouvements armés, principalement la CMA, signataires de l'accord, s'est insurgé contre la demande de retrait de la MINUSMA formulée par Bamako. Dans un communiqué N°04/BE/CSP-PSD/2023 en

date du 21 juin 2023, ils ont appelé à des discussions concernant le renouvellement du mandat de la mission onusienne.

Après cette rencontre avec M. Igor G, beaucoup se demandent si la CMA cherchait une protection auprès de la Russie. N'ayant pas obtenu gain de cause concernant la prolongation de la MINUSMA, puisque le retrait a été acté par le Conseil de Sécurité, la CMA et ses alliés semblent chercher un protecteur. Cela expliquerait la présence de leurs représentants chez l'Ambassadeur de Russie au Mali.

Ces sujets seront certainement abordés lors de ce voyage en Russie afin de définir le partenariat après le départ de la MINUSMA du Mali.

Il convient de noter que dans le cadre du processus de retrait conformément à la résolution 2690 des Nations unies, qui met fin au mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), une rencontre a eu lieu entre le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, et le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies au Mali et chef de la MINUSMA, El-Ghassim Wane. Après cet entretien, les deux personnalités ont participé à une séance de travail élargie avec leurs collaborateurs. La hiérarchie militaire était également présente.

À l'issue des échanges, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop,

pération internationale a déclaré qu'il s'agissait d'une première rencontre à la demande de la MINUSMA afin que les deux parties puissent travailler ensemble pour déterminer les actions nécessaires, compte tenu des délais très courts. Selon Abdoulaye Diop, il est nécessaire de commencer à travailler ensemble pour mettre en place tous les mécanismes et dispositifs nécessaires en vue de ce retrait. Il a déclaré : « C'était un premier échange qui nous a permis de passer en revue l'ensemble des tâches et des activités à accomplir, ainsi que les responsabilités qui doivent être définies ici et là ». Le ministre Diop a également reconnu qu'il y avait énormément de choses à faire dans un délai court, ce qui nécessitera une mobilisation de nos équipes

pour pouvoir répondre rapidement. « Nous avons eu une discussion cordiale entre les deux parties et nous sommes parvenus à un accord sur le travail à effectuer et sur le calendrier que nous devons élaborer immédiatement afin de parvenir à ce retrait à la date indiquée du 31 décembre 2023 », a félicité le responsable du département des Affaires étrangères.

De son côté, le chef de la Minusma a fait savoir qu'il incombe à son organisation, en collaboration avec ses partenaires maliens, de s'atteler à l'exécution diligente de la résolution. « Cette première réunion illustre notre volonté forte d'aller rapidement de l'avant et de respecter les délais impartis », a souligné El-Ghassim Wane.

Il a reconnu que la réalisation de ce plan de retrait dans les délais indiqués demandera beaucoup de travail. « C'est pourquoi nous devons travailler étroitement ensemble », a déclaré le diplomate onusien, qui a indiqué que cette rencontre a permis aux deux parties de s'accorder sur les mécanismes à mettre en place pour faciliter la mise en œuvre de la décision. « La Minusma et les Nations unies sont déterminées à assurer la réalisation de ce plan de retrait dans les délais stipulés. Pour cela, nous aurons besoin de l'accompagnement et du soutien de l'État malien », a-t-il sollicité.

■ Binadjan Doumbia



■ Aida Haidara



Ceux qui fermaient les boutiques pour aller insulter IBK au boulevard. Ça va mieux aujourd'hui pour vous ?

■ Sory de Motti



Les problèmes judiciaires de Soro Guillaume s'accroissent.

Ouverture d'une autre enquête judiciaire contre Guillaume Soro au sujet de la mort de IB... en France suite à la plainte d'une fille de IB.

Source. L'Intelligent d'Abidjan.



■ Ibou SY



#Ansongo : Nous apprenons de source locale que les FAMA ont mis la main sur un gros poisson de l' EIGS.

■ Présidence de la République du Mali

Koulouba | 03 juillet 2023 | #Diplomatie
Le Président de la Transition, Son Excellence le Colonel Assimi GOITA a reçu en audience, ce lundi 3 juillet 2023, trois nouveaux Ambas-



sadeurs. Il s'agit en effet de M. Seydou KAMISSOKO, M.Elizé N'DAOU et M.Bougoury Diatigui DIARRA, respectivement accrédités à Moscou, au Gabon et au Tchad, dans le cadre de leurs mises en route.

À leurs sorties d'audiences, les Tout nouveaux Diplomates ont exprimé leurs sentiments de reconnaissance envers le Chef de l'État qui a bien voulu leur confier cette mission de diplomatie dans le contexte actuel que connaît notre pays.

Les instructions reçues de Son Excellence le président de la Transition, s'articulent autour de la consolidation des accords et conventions existants entre la Fédération de Russie et notre pays, toute fois, je dois m'y rendre dans les meilleurs délais, c'est aussi pour préparer la participation de notre pays au Sommet Afrique-Russie, qui se tiendra les semaines à venir en Russie, a déclaré M.Seydou KAMISSOKO. Il n'est pas sans savoir que la Fédération de Russie est le principal partenaire stratégique du Mali, donc ma mission consiste essentiellement à raffermir la coopération entre nos deux pays.

M.Elizé N'DAOU nouvel Ambassadeur du Mali au GABON, lui, s'est réjoui de l'honneur à lui, faite par le Président de la Transition dans le cadre de sa mise en route en destination de la République du Gabon. Il était question pour lui de recevoir ses orientations, notamment travailler au renforcement des relations d'amitiés et de fraternités entre le Gabon, le Cameroun et la Centre-Afrique, penser à nos compatriotes, aux difficultés qu'ils rencontrent afin qu'ils puissent passer un bon séjour dans ces pays frères, a-t-il précisé.

L'occasion a été pour le désormais Ambassadeur du Mali au Tchad, M.Bougoury Diatigui DIARRA d'indiquer la dimension de la mission dont il mesure l'importance et qu'il s'agira pour lui de capitaliser l'excellence de la coopération existante d'une part, et de renforcer les relations de fraternité entre nos deux pays.

Je dois remercier le Président de la Transition pour cette confiance renouvelée en ma personne, a conclu Mr Bougoury Diatigui DIARRA.



Koulouba | 03 juillet 2023 | #MontéedesCouleurs

Montée des couleurs à Koulouba

Le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOITA, Chef de l'État, a pris part ce lundi 3 juillet 2023 à la cérémonie mensuelle de la montée des couleurs, dans la cour de la Présidence. Le Chef de l'État était accompagné de ses collaborateurs.



■ Malick Konate



Dans le pays où nous vivons, l'étude, la dignité et l'honnêteté ne servent absolument à rien.

L'immoralité et la médiocrité sont mises en avant. Hélas ! on encourage le fénéantisme. Celui qui veut rester digne, mourra comme un morpion et les indignes vont le piétiner et marcheront dessus dans tous les sens.

Il faut être « Sonifana », autrement dit un grand menteur, manipulateur et dépourvu de dignité et de valeur pour qu'on te considère et te prend au sérieux. C'est aberrant.

Qu'Allah sauve notre pays.

#Bèki_Takè

Quand ils font tes éloges et partagent tes images partout... cela veut dire que tu distribues beaucoup de billets. Ils s'en foutent de tes compétences et de tes actes.

On a du chemin encore et encore.

#Bèki_Takè

Ousmane SONKO n'a plus d'alibi pour mobiliser les gens. Il est cuit.

#Bèki_Takè

■ Fouraba Samake



Festivités de la fête de tabaski 2023

Nous avons répondu présent hier à l'invitation des femmes de l'association #Lahidou de #Gouana dans le cadre des festivités qu'elles organisaient à l'occasion de la fête de tabaski sous le parrainage du Président d'honneur du PACP, l'ambassadeur Yeah Samake.

Une festivité que les femmes de l'association Lahidou organisent chaque année pour célébrer la fête en leur manière à travers des prestations d'artistes.

En compagnie de Baba Coulibaly, point focal PACP de Gnadougou et en présence des responsables du comité PACP de Gouana, nous y étions pour représenter le parrain aux festivités des braves femmes de Lahidou.

Le Président d'honneur du PACP accorde une grande importance aux femmes c'est pourquoi il a accepté le parrainage de cette festivité des femmes, une manière pour encourager les femmes dans la société.

#AutonomisationDesFemmes

#DIRIGERCESTSERVIR

#PACPMALI



■ Mahamadou Konaté dit Amine



En visite scientifique à l'Institut As-sajad au Liban. De belles rencontres et de belles perspectives, inchaAllah.

Continuons de faire ce que nous devons, poursuivant nos objectifs et suivant notre éthique (islamique), Allah nous accordera la satisfaction quelles que soient les circonstances. Oeuvrons ! Travaillons de la plus belle et bonne manière possible ! Dieu sait, et cela en soi suffit. Et ceux qui ont du bon cœur verront, aussi.

NB: Notre premier ouvrage, «Les droits humains dans la politique étrangère des États-Unis d'Amérique», sera bientôt traduit en arabe et ventilé dans le monde universitaire arabe, inchaAllah.



■ Wassim Nasr



#Mozambique nouvel ex de l'apport de l'#EI à ses filiales, ce jihadiste reprend mot pour mot un extrait d'un ancien discours du feu porte-parole #Aadnani « Ô mécréants [...] vous pensez qu'on va s'arrêter ? [...] on ne s'arrêtera pas jusqu'à la fin des temps [...] on priera à Rome »

■ Aminata TOURE



Je souhaite bonne chance à tous les candidats du #Baccalauréat! Avec une pensée spéciale pour les candidates, ce n'est toujours pas évident pour les filles d'arriver en Terminale. Restez tous concentrés et déterminés et que Dieu vous accompagne.

■ Alima Sadya fall



Puits d'eau de Zamzam : Le puits de Zamzam mesure 3 mètres de profondeur et pompe 8 000

litres d'eau par seconde vers le côté supérieur, soit 28,8 millions de litres par heure.



■ Fahad Ag Almahmoud



Dans un pays on aide ceux qui ont la possibilité à créer des emplois à le faire. #DiarraTransport en fait partie. Cette Compagnie nous a transporté à l'intérieur de Bamako au même prix que les SOTRAMA avant même de faire le transport interurbain. Nous devons aider ceux...qui ont des difficultés à les transcender et non à les enfoncer.





COSCLCCP

Faladiè Sema Rue 844 Porte: 355 BPE: 805 Bamako Mali.

Email: cosclccp@gmail.com Tél: 20201830

AVIS DE RECRUTEMENT :

La Coalition des Organisations de la Société Civile pour la Lutte contre la Corruption et la Pauvreté (COSCLCCP), dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Mobilisation de la Société Civile Malienne pour les Dénonciations de la Corruption (PAMOSCD) dans les 19 régions du Mali et le District de Bamako sur financement du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), recrute :

- **1 Coordinateur :**
- **Profil des candidats :** Être titulaire d'au moins d'une maîtrise en droit, science politique, économie, gestion, statistiques, sociologie, anthropologie et toutes autres disciplines similaires
- **3 Experts chargés de la vérification/qualification des cas de corruption**
- **Profil des candidats :** Être titulaire d'au moins une maîtrise en droit, science politique, économie, gestion, statistiques, sociologie, anthropologie et toutes autres disciplines similaires
- **Tâches des experts**
 - Apporter un appui technique aux points focaux de la coalition
 - Recevoir des cas de corruption dénoncés
 - Vérifier et qualifier les cas de corruption
 - Alimenter la plateforme de lutte contre la corruption avec des cas qualifiés de corruption
 - Participer au suivi du traitement des cas qualifiés de corruption
 - Elaborer et présenter un rapport d'activité selon la fréquence d'analyse et qualification des cas de corruption.

Les experts et le Coordinateur doivent répondre aux critères suivants :

- Disposer d'une bonne connaissance du cadre juridique et institutionnel de la prévention et lutte contre la corruption au Mali
- Disposer d'une bonne expérience en matière de dénonciation des cas de corruption
- Disposer d'une bonne connaissance sur la vérification/qualification des cas de corruption
- Disposer de trois (3) ans d'expériences dans le domaine de la prévention et de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite
- Être titulaire d'au moins une maîtrise en droit, science politique, économie, gestion, statistiques, sociologie, anthropologie et toutes autres disciplines similaires
- Disponibilité à travailler sous pression.

- **Et 1 comptable**

Profil des candidats : Diplôme universitaire minimum Bac+4 dans un domaine relevant du secteur concerné (**comptabilité, économie, etc.**). La connaissance des logiciels comptables TomPro, SAARI, etc est obligatoire avec au moins 3 ans d'expériences professionnelles.

Les contrats sont à durée déterminée sur 1 an avec 3 mois d'essai et le lieu d'affectation est dans le District de Bamako. A la discrétion du Partenaire Technique et financier, le contrat pourra être renouvelé.

Le dossier de candidature comprend :

- Un curriculum vitae détaillé faisant ressortir les expériences professionnelles pertinentes en lien avec le poste incluant les noms et contacts de deux (02) personnes de référence (4 pages maximum)
- Les diplômes, certificats et attestations justifiant des compétences et expériences requises ;
- Une lettre de motivation.

Les candidatures féminines sont encouragées.

Les dossiers de candidature doivent parvenir au plus tard, le vendredi 07 Juillet 2023 à 12 heures au siège de la COSCLCCP, S/C ONG AFAD à Bamako : **Faladié Séma Rue 844 Porte 355 En face de la Grande Mosquée près de la Tour de l'Afrique.**

Tél : 20 20 18 30. Email : cosclccp@gmail.com

Bamako, le 30 Juin 2023

Le Vice-Président

Ahmed Sékou DIALLO



Crash d'air Algérie en 2014 : Le procès en octobre suspendu



Prévu en octobre à Paris, le procès pour homicides involontaires de la compagnie espagnole Swiftair après le crash de l'avion d'Air Algérie en 2014 au Sahel est suspendu, le tribunal ayant transmis mardi des questions préjudicielles à la justice européenne, a-t-on appris de sources concordantes.

La compagnie espagnole, propriétaire de l'avion qui s'est écrasé entraînant la mort de 116 personnes, devait être jugée du 2 au 26 octobre, mais une audience préliminaire a eu lieu le 8 juin pour examiner une question de procédure soulevée par Swiftair. La compagnie a bénéficié d'un non-lieu à l'issue d'une enquête en Espagne, et le tribunal doit trancher si cela peut faire obstacle au procès en France. La question est de savoir si le principe du "ne bis in idem", selon lequel nul ne peut être poursuivi ou puni deux fois pour les mêmes faits, peut s'appliquer en l'espèce. Après en avoir délibéré, le tribunal a transmis mardi quatre questions préjudicielles à la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) sur l'interprétation du droit européen en la matière. Les poursuites – et donc le procès – sont suspendues jusqu'à ce que la Cour se prononce. Le vol AH5017 d'Air Algérie s'est écrasé le 24 juillet 2014 en plein Sahel, dans le nord du Mali. Dans l'accident de cet avion qui effectuait un vol Ouagadougou-Alger sont morts 110 passagers – dont 54 Français, 23 Burkinabés, des Libanais, des Algériens – et six membres d'équipage, tous espagnols. Swiftair était la propriétaire de l'aéronef qu'elle avait loué, avec l'équipage, à Air Algérie. A l'issue des investigations, les juges d'instruction français avaient estimé que "divers manquements de la part de la compagnie" avaient joué un rôle dans l'accident, en particulier une "formation lacunaire" de l'équipage qui ne lui avait "pas permis" de "réagir de manière adaptée et d'éviter l'accident". Au contraire, la compagnie fait valoir que l'accident résulte d'une combinaison de facteurs extérieurs. "La CJUE va enfin être saisie de cette question primordiale de l'application du principe ne bis in idem, pour deux instructions entre deux États de l'Union européenne. Swiftair, qui avait bénéficié d'un non-lieu en Espagne, l'exigeait depuis 2017", a déclaré Me Rachel Lindon, avocate de la compagnie. "Je m'interroge entre ce même parquet qui requiert la relaxe dans le Rio-Paris, qui requiert le renvoi de questions préjudicielles devant la CJUE", a réagi Me Sébastien Busy, avocat des associations AH5017-Ensemble et Fenvac. "Est-ce qu'on est en train de chercher la fin de la justice en matière d'accidents collectifs ?", a-t-il ajouté, décrivant des familles "perplexes".

Source : Bamada

CEDEAO : Mali, Burkina Faso et Guinée au menu du prochain sommet !



Le prochain sommet de la CEDEAO, prévu le 9 juillet 2023 en Guinée-Bissau, va à nouveau plancher sur les transitions au Mali, au Burkina Faso et en Guinée, notamment sur la tenue des scrutins devant marquer le retour à l'ordre constitutionnel. Le Président ivoirien l'a affirmé le 20 juin dans un entretien avec le représentant du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Leonardo Santos Simão, en visite à Abidjan.

« La tenue d'élections au Mali, en Guinée et au Burkina Faso, trois pays dirigés par des organes de transition, sera au menu du prochain sommet de la CEDEAO le 9 juillet en Guinée-Bissau. La tenue des élections dans les délais proposés est souhaitée afin que ces pays disposent de régimes et de dirigeants démocratiquement élus », indique un communiqué de la présidence ivoirienne, publié après un entretien à Abidjan entre M. Ouattara et le représentant du secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Leonardo Santos Simão. Selon Alassane Ouattara, les élections sont un impératif pour toute l'Afrique de l'Ouest, en particulier pour la Côte d'Ivoire, pays voisin de ces trois nations, et qui y a soutenu tous les efforts de sortie de crise. Selon le chronogramme consensuel avec la CEDEAO, les transitions malienne et burkinabé devraient prendre fin en 2024, tandis qu'en Guinée le retour à l'ordre constitutionnel est prévu courant 2025. Le Mali vient de tenir un référendum constitutionnel dont l'annonce avait été bien accueillie par l'instance sous-régionale, qui avait d'ailleurs félicité le gouvernement de transition.

Par ailleurs, le Mali, la Guinée et le Burkina Faso ont été suspendus des organes décisionnels de la CEDEAO après les prises de pouvoir par des militaires respectivement en 2020, 2021 et 2022. Le Mali et la Guinée avaient en outre été soumis à d'autres sanctions, en partie levées.

Solo Minta / Source : Tjikan

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Mali : La réconciliation entre les rebelles touareg et le gouvernement est sûr de bon rail



Au Mali, la réconciliation entre le gouvernement et les rebelles touareg semble sur la bonne voie. C'est ce qu'a indiqué le porte-parole des groupes Touaregs, Mohamed Ag Attaye, à l'issue d'une rencontre avec l'ambassadeur russe au Mali, Igor Gromyko.

« Nous avons eu une réunion avec l'ambassadeur russe Gromyko », a déclaré lundi M. Ag Attaye sur Twitter. « L'échange de vues sur un certain nombre de questions et de problèmes actuels a été très productif et encourageant », a-t-il indiqué.

Dans le même temps, il a soutenu que les perspectives de mise en œuvre de l'accord d'Alger sur la réconciliation et le consentement, signé en 2015 par le gouvernement malien et les forces rebelles Touaregs vivant dans le nord et l'est du pays, semblent encourageantes.

Une déclaration qui rassure quand on sait que les Touaregs avaient décidé de se retirer de l'accord d'Alger estimant que le gouvernement militaire qui assure la transition, ne respectait pas les termes du deal. Un accord entre le gouvernement malien et les rebelles a été signé à Alger en 2015 à l'issue de pourparlers de paix. Il a mis fin aux hostilités dans le nord du Mali, où vivent les Touaregs. Les accords prévoient une plus grande autonomie pour les régions du nord et de l'est ainsi que l'intégration des rebelles dans les forces armées maliennes.

Le 30 juin, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté à l'unanimité une résolution sur la fin de la mission de maintien de la paix au Mali. Le retrait des unités devrait être achevé d'ici au 31 décembre 2023. La mission de l'ONU, qui compte 15.000 soldats, a pris fin à la demande des autorités maliennes.

La chaîne britannique BBC a noté mardi que les représentants Touaregs avaient précédemment exprimé leur inquiétude quant au retrait de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la

Mali : Le remaniement ministériel avec plus de technocrates globalement salués



Le président de la transition, le colonel Assimi Goïta, a procédé à un remaniement ministériel, le premier depuis sa prise officielle du pouvoir le 7 juin 2021. Dans le nouvel attelage gouvernemental, le colonel a opté pour un gouvernement essentiellement composé de technocrates. Une initiative globalement bien accueillie.

Onze ministres quittent le gouvernement, douze autres signent leur entrée dans l'exécutif toujours dirigé par Dr Choguel Kokalla Maïga. Ce remaniement gouvernemental, marqué par l'entrée de profils plutôt technocratiques, a été salué par la majorité des Maliens. Pour le leader politique Abidine Karembe, avec ce remaniement, le chef de l'Etat veut lancer deux messages forts. Le premier est adressé aux hommes politiques qui ne sont pas suffisamment représentatifs dans le gouvernement et qu'ils doivent se préparer aux échéances électorales à venir. La deuxième porte sur les groupes armés signataires de l'accord qui n'ont pas soutenus le référendum constitutionnel à Kidal. Pour sa part, Alioune Guèye explique qu'après deux ans d'activités du gouvernement Choguel, les Maliens avaient besoin de sang neuf dans l'action gouvernementale. Il estime que ce changement est opportun et que les ministres qui sont sortis n'ont pas démérité. Par Diemba Moussa Konaté (Bamako, correspondance)

Source : le360.ma

stabilisation au Mali (Minusma). Ils estimaient que le départ des soldats de la paix porterait un « coup fatal » au processus de paix dans le nord du Mali.

Source : actucameroun

malikile.com

LE QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉ ET DE PUBLICITÉ

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! "



Barton Hall

Un séjour linguistique en résidence tout en s'amusant avec des activités sportives et FUN au programme !

REGION D'ACCUEIL:

Le séjour aura lieu à Barton Hall près de la ville de Torquay, dans le Devon, comté du sud-ouest de l'Angleterre, encadré par les Cornouailles à l'ouest et le Dorset à l'est, surnommé la « Riviera » anglaise avec son climat privilégié et doux.

CENTRE & HEBERGEMENT:

Le centre offre un espace extérieur de 19 hectares de parc comprenant une zone d'activité couverte, une piscine extérieure chauffée et un lac. Il est doté d'installations intérieures et extérieures avec de grands espaces en plein air offrant un exceptionnel panel d'aventure et d'activités notamment pour les sports nautiques et aquatiques.

Les jeunes sont logés en chambres de 4 à 8 lits. Toutes les chambres disposent d'une douche et toilettes privatisés. Les petits déjeuners anglais et continentaux, et deux repas chauds par jour, sont pris dans le restaurant self-service du centre.

COURS ET ATELIERS:

24 heures de cours d'anglais

Accent sur la communication pour aider les jeunes à maîtriser en anglais des situations réelles. Les cours sont dispensés par des professeurs anglophones qualifiés. Un test en début de séjour permet d'évaluer les connaissances des jeunes et de les répartir en groupes de niveau.

ANGLAIS & MULTI-ACTIVITÉS

Cours de langue: maximum 15 élèves par classe

Activités: grand choix parmi la liste ci-dessous

LOISIRS:

- Des demi-journées d'activités sportives et culturelles
- Des soirées animées.

Activités possibles sélectionnées parmi la liste ci-dessous:

Descente en rappel – Aeroball – Aquafun – Tir à l'arc – Canoë – Parcours du Combattant – Escalade – Promenade en bord de mer – Sentiers naturels et maritimes – Escrime – Balançoire géante – Accrobranche – Echelle de Jacob – VTT – Course d'orientation – Résolution d'énigmes en équipe – Construction de Radeaux – Exercices de Survie en nature – Trapèze – Vertical challenge – Tyrolienne

Tous les soirs nos équipes proposent un programme de divertissements composé de jeux, quiz et activités de détente ou divertissantes encourageant les jeunes à faire preuve de créativité. Les veillées seront choisies et adaptées aux besoins de chaque groupe de jeunes.

2 excursions d'une journée + 2 excursions d'une demi-journée.

Excursions possibles: Dartmouth – Torquay – le parc national de Dartmoor – etc.

ENCADREMENT:

Conforme aux normes Jeunesse et Sports. Equipe d'animation française et britanniques et notre Directeur de centre.

VOYAGE: Le client organise le voyage en avion au centre

Ayant beaucoup de demandes pour ce séjour, notre centre se remplit très rapidement, nous pouvons être amenés à utiliser un autre centre offrant des prestations similaires.

Les activités proposées ne sont pas contractuelles. Elles sont indiquées à titre d'exemple selon les disponibilités sur place. Toute activité ne pouvant avoir lieu serait remplacée par une activité équivalente.

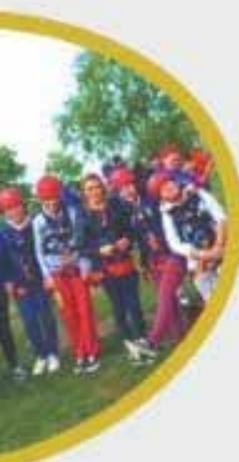


Dates
Séjours 2023
Du 1^{er} au 14 Août
ou
Du 14 au 27 Août

Tarifs:
2 000 000 FCFA
Frais d'Inscription :
300 000 FCFA

Séjour
Exceptionnel
à Dakar pour
les formalités
de visas en
Juillet 2023

MADE IN
BRITAIN





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;

- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

Article 6: Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Passation de service : Moussa Alassane Diallo prend les rênes du ministère de l'Industrie et du Commerce



Suite au remaniement gouvernemental intervenu le 1er juillet 2023, plusieurs ministres ont procédé à la passation de service le mardi 4 juillet 2023. Pour tenir nos lecteurs informés, notre équipe a assisté à la passation de service au ministère de l'Industrie et du Commerce entre Mahmoud Ould Mohamed, ministre sortant, et Moussa Alassane Diallo, ministre entrant, le mardi 1er juillet 2023. C'était l'occasion pour Moussa Alassane Diallo, le nouveau ministre de l'Industrie et du Commerce, de remercier son prédécesseur qui a dirigé ce département pendant 2 ans et 20 jours. La cérémonie s'est déroulée en présence des proches collaborateurs du ministre sortant.

L'instant était solennel et émouvant. Au nom de tous les membres du cabinet, Adama Yoro

Sidibé, secrétaire général, a chaleureusement félicité Moussa Alassane Diallo, ministre de l'Industrie et du Commerce, pour la confiance accordée par le Chef de l'État, le Colonel Assimi Goïta, et le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga. Sans détour, il a également remercié Mahmoud Ould Mohamed, ministre sortant, pour son immense travail à la tête de ce département sectoriel. Il a souligné ses qualités et sa vision de la promotion et de la transformation du riche et immense potentiel économique de notre pays, ainsi que les efforts de relance de la production au sein de la compagnie malienne de textile (COMATEX-SA). Il a également mentionné le plan de relance économique qui a atténué les souffrances de la population suite à l'embargo injuste, illégitime et illégal imposé à notre pays par la CEDEAO.

Très ému et fier d'avoir accompli la mission qui lui a été confiée par les plus hautes autorités du pays, Mahmoud Ould Mohamed, ancien ministre de l'Industrie et du Commerce, a invité ses anciens collaborateurs à continuer de soutenir le ministre Moussa Alassane Diallo avec la même ardeur et la même loyauté, en les remerciant pour leur accompagnement et les résultats obtenus.

Prenant la parole, Moussa Alassane Diallo, le tout nouveau ministre de l'Industrie et du Commerce, a salué le dynamisme et le sens élevé du sacrifice de son prédécesseur, notamment pour la relance de la production à la COMATEX-SA, une unité industrielle dont l'histoire est étroitement liée à la ville de Ségou (sa ville natale). Le ministre Moussa Alassane Diallo a rendu un vibrant hommage à son prédécesseur, qui s'est également montré disponible pour l'accompagner et répondre favorablement à toute sollicitation future. Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Moussa Alassane Diallo, a profité de cette occasion pour rappeler ses priorités, à savoir contribuer au développement socio-économique du Mali afin de répondre au mieux aux attentes de la population. Il s'est déclaré ouvert à toutes les propositions et suggestions pouvant contribuer à la réussite de sa mission.

Le moment fort de la cérémonie a été la signature du procès-verbal de passation de services, ainsi que les échanges de vœux de succès et de bénédictions entre les fonctionnaires de l'État. Une photo de famille a marqué la fin de la cérémonie.

■ Ibrahim Sanogo

Minusma, fin de mission avant l'heure : Assimi l'a voulu, le conseil de sécurité de l'ONU n'a pas eu le choix

Comme un éclair déchirant un ciel sombre, ce vendredi 16 juin 2023, le ministre malien des affaires étrangères, son excellence **Abdoulaye Diop**, a fait une déclaration sans équivoque au nom du gouvernement du Mali, exigeant "le retrait immédiat" de la Minusma du Mali.

CONTEXTE

Créée le 25 avril 2013 par la résolution 2100 du Conseil de sécurité des Nations Unies, la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali (MINUSMA) avait pour objectif d'aider à la stabilisation du pays en soutenant le processus politique en cours. La résolution 2164 du 25 juin 2014 a recentré le mandat de la MINUSMA sur des tâches prioritaires telles que la sécurité, la stabilisation et la protection des civils, le soutien au dialogue politique national et à la réconciliation, ainsi que la restauration de l'autorité de l'État, la reconstruction du secteur de la sécurité, la promotion et la protection des droits de l'homme, et l'aide humanitaire. Les principaux contributeurs en termes de personnel militaire sont le Tchad, le Bangladesh, l'Égypte et le Sénégal, tandis que le Sénégal, le Togo, le Bangladesh et le Burkina Faso sont les principaux pourvoyeurs de policiers. Au cours de ses dix années de présence au Mali, la MINUSMA a perdu 303 personnes, faisant de cette mission-là plus périlleuse de l'histoire de l'ONU. L'année dernière seulement, cette mission a coûté plus de 1,2 milliard de dollars aux Nations Unies.

UNE MISSION CONTROVERSÉE QUI FAIT GRINCER DES DENTS

Depuis 2013, l'insécurité a malheureusement pris de l'ampleur, touchant désormais les régions centrales et méridionales du pays. Pour



la majorité des Maliens, le constat est clair : la MINUSMA a échoué et sa présence au Mali est inutile. Les plus audacieux ont régulièrement manifesté leur demande de départ. En réalité, la MINUSMA s'est retrouvée coincée entre l'enclume et le marteau : sa mission, qui n'est pas de combat et ne vise pas directement à lutter contre le fléau du terrorisme, était perçue différemment par les maliens ordinaires. Ils attendaient d'elle qu'elle les débarrasse de la terreur djihadiste.

L'APRÈS-MINUSMA AU MALI : À QUOI S'ATTENDRE ?

La MINUSMA appartient désormais à l'histoire. Elle quittera définitivement le Mali d'ici six mois, au plus tard. L'une des conséquences immédiates sera la perte d'emplois pour 859 Maliens, entraînant une précarisation de la vie pour des milliers d'autres personnes, étant donné le rôle central de ces employés dans le soutien financier de leur famille. De plus, le départ de la MINUSMA créera un vide de 13 264 militaires et policiers, qu'il faudra combler d'une manière ou d'une autre. La question qui se pose est la

suivante : si l'ajout de 13 264 soldats n'a pas apporté de résultats perceptibles, en sera-t-il autrement avec leur retrait pur et simple du terrain ?

L'occupation du terrain, ne serait-ce que de manière dissuasive, est bien plus productive, de mon point de vue, qu'un vide sécuritaire qui profiterait aux forces hostiles que le Mali tente tant bien que mal de combattre. Les autorités maliennes doivent tout mettre en œuvre pour éviter un scénario catastrophique comme celui de 2012, lors de la transition militaire de Sanogo. Le départ de la MINUSMA, demandé par le Mali, appelle à une plus grande responsabilisation du pays en matière de sécurité. La nature a horreur du vide, et ce vide créé par le retrait forcé des soldats des Nations Unies devra être comblé. J'espère de tout cœur que cela se fera par des forces favorables au Mali et non par l'hydre terroriste qui veut conquérir le pays en le soumettant par la force.

M. Djombana, analyste politique et sécurité.

Source : Tjikan

Enlèvement d'Olivier Dubois au Mali : Un intermédiaire "trouble" au cœur des investigations en France



Olivier Dubois, journaliste d'origine martiniquaise basé au Mali, avait pour projet d'interviewer Abdallah Ag Albakaye, un cadre du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, alliance d'Al-Qaïda au Sahel. Le jour de cette interview, le 8 avril 2021, il a été kidnappé, puis retenu captif pendant 711 jours. Le reporter a récemment été auditionné sur le "rôle trouble" joué par un intermédiaire.

L'armée française peut-elle être mise en cause pénalement pour ne pas avoir empêché le rapt du journaliste Olivier Dubois en 2021 au Mali ? Hypothèse peu probable,

selon des sources proches du dossier, qui soulignent que le reporter a récemment été auditionné plutôt sur le "rôle trouble" d'un intermédiaire.

Olivier Dubois, reporter français d'origine martiniquaise basé au Mali, avait pour projet d'interviewer Abdallah Ag Albakaye, un cadre du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM, ou JNIM selon l'acronyme arabe), alliance d'Al-Qaïda au Sahel. Le jour de cette interview, le 8 avril 2021, il a été kidnappé, puis retenu captif pendant 711 jours.

En mai dernier, plusieurs médias avaient révélé des éléments des investigations dirigées par le Parquet national terroriste (Pnat), selon lesquels l'armée française était informée du projet d'Olivier Dubois, connaissant même le nom de la rue où le reporter devait être récupéré le jour du supposé entretien. Reporters Sans Frontières avait alors dénoncé "une mise en danger" de la vie du journaliste, libéré le 20 mars dernier.

L'armée a-t-elle failli ? D'après des auditions de militaires réalisées dès l'enquête préliminaire, l'armée française n'a pas eu "un rôle actif" pour pousser à la rencontre et ne s'est



pas servie d'Olivier Dubois comme "appât", a expliqué une source proche de l'enquête, relevant que le projet d'interview avait été initié par le journaliste. D'où l'ouverture d'une information judiciaire en octobre 2022 pour enlèvement en bande organisée, en relation avec une entreprise terroriste, et non pour mise en danger de la vie d'autrui.

DOUBLE JEU

Par ailleurs, les récentes auditions d'Olivier Dubois – en mai à la Direction générale de la Sécurité intérieure (DGSJ) puis devant deux juges d'instruction antiterroristes à Paris le 23 juin – "ne visaient pas l'armée" mais essentiellement à aider à "l'identification des ravisseurs" jihadistes et éclaircir "le rôle trouble" d'un intermédiaire, explique une source proche du dossier. Contacté, Maître Antoine Casubolo Ferro, avocat du journaliste, n'a pas souhaité s'exprimer.

L'intermédiaire est un Touareg originaire de la région de Gao, qu'Olivier Dubois connais-

sait depuis 2016 et à qui il avait demandé de l'aider à organiser l'interview avec Abdallah Ag Albakaye. Or, il avait été recruté en 2019 par la force française antijihadiste Barkhane, précisément pour permettre la capture d'Abdallah Ag Albakaye. Et il tenait informée l'armée du projet d'Olivier Dubois, d'après des éléments judiciaires dont l'AFP a eu connaissance.

Dans son audition, l'officier de Barkhane traitant avec l'intermédiaire a détaillé avoir avisé sa hiérarchie de "l'hypothèse d'un projet d'enlèvement" dès le 23 mars 2021, se fondant sur plusieurs signaux inhabituels, tels que la flexibilité d'Abdallah Ag Albakaye, qui a accepté le report du rendez-vous. Mais il a aussi expliqué aux enquêteurs "ne pas avoir reçu l'ordre" d'empêcher le rendez-vous entre le reporter et le jihadiste.

"Ensuite, si j'avais demandé (à l'intermédiaire), il ne l'aurait pas fait", poursuit le militaire, car "s'il avait cherché à annuler ou saboter cette rencontre, il y aurait eu des

représailles" à son encontre de la part du groupe jihadiste.

"CAFOUILLAGE"

Surtout, Olivier Dubois aurait pu trouver un autre négociateur, estime l'officier. "Dans ce cas, en rompant le contact avec (l'intermédiaire), nous aurions été totalement aveugles sur cette rencontre".

Des militaires, en poste de commandement, ont aussi expliqué à la DGSJ que prévenir les ressortissants français des risques encourus relevait du rôle de l'ambassade, dûment alertée selon eux.

Une source diplomatique a assuré à l'AFP qu'une "lettre rouge" avait été envoyée au journaliste le jour de son rapt, "suite à un entretien la veille avec l'ambassade où il lui avait déjà été passé la même consigne" quand le reporter avait prévenu la veille de son voyage. Ici, il semble y avoir eu "cafouillage", relève la source proche du dossier, estimant que l'ambassade aurait pu alerter "de manière plus claire" Olivier Dubois du risque d'enlèvement.

En parallèle, l'armée a produit un rapport interne sur la base d'informations déclassifiées, mettant au jour des déficiences ainsi qu'"un manque de lucidité collective et une discontinuité informationnelle et géographique" mais n'identifiant pas "de faute personnelle".

L'inspection des armées reproche surtout à l'intermédiaire touareg, inculpé au Mali notamment pour association de malfaiteurs terroriste, d'avoir voulu "gagner sur deux tableaux" : elle le soupçonne d'avoir cherché "à livrer un journaliste français à un groupe armé", "tout en permettant à la force Barkhane la capture d'un chef de groupe armé" contre rémunération.

Source : francetvinfo AFP



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Remaniement ministériel : Ce qu'il faut comprendre

Le gouvernement de Dr Choguel Kokalla Maïga a connu un remaniement avec quelques réaménagements en début de week-end. Pour mieux comprendre, lisez l'analyse d'Ibrahima Sory Diabakaté.

Annoncé plusieurs fois des mois durant, le gouvernement de transition post RECTIFICATION a finalement connu son premier remaniement hier 1er juillet 2023, avec un léger réaménagement.

Timing : il a fallu attendre la tenue du référendum pour que le président Assimi se décide finalement à changer l'attelage gouvernemental en place depuis 2 ans.

Contexte : le présent remaniement ministériel intervient au moment où les autorités maliennes ont demandé et obtenu le retrait de la MINUSMA, après celui de Barkhane, Takuba et aussi le retrait du Mali du G5-Sahel, entre autres faits marquants.

Méthodologie : un remaniement opéré dans la discrétion quasi totale, prenant au dépourvu presque tous les observateurs avisés, y compris le monde des journalistes et autres informateurs des réseaux sociaux.

On sent la touche particulière du colonel Assimi Goïta, connu pour sa grande discrétion.

S'agissant de l'attelage proprement dit, on dénote la sortie d'une dizaine de ministres, notamment certains estampillés M5-RFP et deux ministres issus des groupes armés signataires de l'APR (CMA & Plateforme) et près d'une douzaine de ministres qui signent leur arrivée dans le gouvernement Choguel 2 (quelques technocrates peu connus du grand

public signalés) vu que ce dernier a été reconduit à son poste de PM par le président à la stupéfaction de plus d'un (confiance renouvelée), suscitant quelques grincements de dents çà et là.

Faut-il rappeler la démission/limogeage du ministre de l'Énergie, des Mines et de l'Eau intervenue le 31 mai dernier dont l'intérim était confié au ministre de l'Économie et des Finances jusqu'ici.

Quant aux portefeuilles régaliens, presque pas de changement : Défense, Sécurité et Protection civile, Affaires étrangères, Économie et Finances, Administration territoriale, etc.

Les départements ci-dessus demeurent détenus par les militaires et leurs hommes de confiance.

Pour revenir au cas des ministres représentant les groupes armés signataires de l'APR, nonobstant le départ de M. Harouna Toureh (communication) et de Mahmoud Ould Mohamed (Industrie et commerce), respecti-





vement de la Plateforme et la CMA, Mossa AG Attaher, précédemment ministre de la Jeunesse et des Sports, récupère le ministère des Maliens établis à l'extérieur toujours au compte de la CMA.

Quant à M. Alhamdou Ag Ilyene, précédemment ministre des Maliens établis à l'extérieur, il occupera le portefeuille de la Communication au sein du nouvel attelage, au compte de la Plateforme.

Le ministre Amadou Keita, précédemment ministre de l'Enseignement supérieur, récupère le ministère des Mines.

S'il y a un cas (entre autres) qui fait couler beaucoup d'encre et de salive, c'est le départ du ministre de l'Education nationale, madame Sidibé Dédéou Ousmane, qui a abattu un travail remarquable au niveau de son département, notamment l'organisation réussie des examens de fin d'année, toutes catégories confondues.

Si pour certains ministres sortants, on peut parler d'insuffisance de résultats comme motif de limogeage, mais le cas de cette brave dame a certainement d'autres explications que le grand public ignore pour l'instant.

Bon vent au gouvernement Choguel 2 et merci à tous celles et ceux qui ont mouillé le maillot au sein de l'ancien gouvernement de transition avec souvent des budgets de fonctionnement réduits dus à la promiscuité des caisses, l'embargo de la Cedeao et l'Uemoa.

Les plus méritants d'entre les partants pourraient se voir confier d'autres responsabilités d'ici la fin de la transition.

Perspectives

Ce remaniement est un tournant décisif pour la transition qui entame ainsi son dernier virage menant à la présidentielle prévue en 2023.

Finis le temps des erreurs, du tâtonnement et des tergiversations.

L'heure est à la consolidation des acquis, aux résultats concrets et à l'application des stratégies efficaces pour relever les défis qui assaillent le pays, sans perdre de vue les trois principes guidant l'action gouvernementale, à savoir, le respect de la souveraineté, le respect des choix stratégiques et de partenariats opérés par les autorités et enfin, la défense des intérêts vitaux du peuple dans les décisions prises.

Conformément à la vision du PT Colonel Assimi Goïta, le nouveau gouvernement doit s'atteler à la matérialisation du triptyque D, à savoir Défense, Diplomatie et Développement pour le grand bonheur du peuple malien qui a tant souffert.

Au travail !!!

Ibrahima Sory Diabakaté
Source : Tjikan

Retrait de la mission onusienne au Mali : Les assurances du gouvernement

Après Barkhane, la Minusma quitte officiellement le Mali. Le vendredi 30 juin dernier, le conseil de sécurité de l'Onu a accepté à travers la résolution 2690, la demande des autorités de la transition du Mali, le retrait sans délai de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (Minusma). Ce départ ne sera pas sans conséquence, mais le gouvernement, à travers le ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale, Abdoulaye Diop a donné l'assurance que cet impact sera atténué progressivement.



En effet, malgré un effectif considérable, 15 056 dont 11 676 militaires et 1590 policiers déployés sur le territoire, repartis sur une douzaine de sites opérant à l'Ouest, l'Est, le Nord, le Sud et le centre du pays, la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (Minusma), n'a pas parvenu à répondre aux attentes des populations, après 10 ans de présence. Une situation qui a motivé les autorités du pays et la population à demander son départ sans délai. Cependant, elle est perçue comme la mission de l'ONU la plus coûteuse en terme d'argent et de perte en vie humaine. Certainement une raison de plus aux membres du conseil de sécurité de l'Onu de voter à l'unanimité la demande de retrait de sa mission au Mali ?

Pour les Maliens, l'éléphant annoncé est arrivé avec un pied cassé. Alors que le pays

reste en guerre contre le terrorisme. Les autorités du Mali estiment que ce combat ne sera gagné qu'avec les forces de défense et de sécurité du pays avec le concours des populations et des pays limitrophes. C'est pourquoi ils ont jugé nécessaire de prendre leur destin en main.

Pour rappel, de 6000 en 2013, La Minusma est passée de 9883 en 2015, puis 15747 en 2021. A la date de son retrait, elle compte 11 676 militaires, 1590 policiers et 1792 civils, soit un effectif total de 15 056. Malgré, des civils continus d'être tués, des villages entièrement brûlés. C'est le 1er juillet 2013, soit 10 ans après, que la mission internationale de soutien au Mali sous la conduite africaine (MISMA) est devenue la Minusma. Après ce transfert, le pays comptait sur une force multidimensionnelle intégrée pour l'aider dans la sécurisation de son territoire, la

protection de ses populations pour sa stabilisation. Mais la déception fut grande, malgré le nombre croissant de son effectif. Et de son implantation géographique dans les localités de Kidal, Tessalit, Gao, Bamako, Aguel-hoc, Ménaka, Ansongo, Tombouctou, Ber, Goundam, Mpti, Sévaré, Douentza. Désormais, le pays s'entend prendre en main sa destinée avec l'aide de ses partenaires dans le plus grand respect. Certes, le retrait amorcé de la Minusma suscite quelques inquiétudes sur le plan sécuritaire, économique et humanitaire, mais le gouvernement donne l'assurance que le vide sera comblé de manière plus confortable qu'avant. Tout est prêt ou en cours pour atténuer l'impact de ce départ sur la population malienne.

« Ce n'est pas une décision hâtive. C'est une décision qui s'inscrit dans la volonté du gouvernement de se prendre en charge. Vous

avez vu qu'on ne s'est pas lever un matin pour demander le départ de la Minusma. Depuis plus de 18 mois l'Etat a changé le paradigme sécuritaire du Mali en se focalisant sur le renforcement des capacités des forces de défenses et de sécurités. En mettant une nouvelle stratégie et des opérations d'envergures. Il y a eu des efforts, il y a eu des résultats. Et c'est ce qui nous fonde aujourd'hui penser aujourd'hui que nous sommes en mesure de combler tout vide éventuel qui pourrait se créer. Déjà sur le terrain nous sommes à l'offensive dans beaucoup d'endroit. Ça ne sera certainement pas facile, mais je pense qu'il est important de se situer dans une perspective de long terme en comprenant que la sécurité du Mali sera désormais entre les mains des Maliens», a expliqué Abdoulaye Diop, le chef de la diplomatie malienne.

Cependant, l'arbre ne doit pas cacher la forêt, la Minusma contribuait au Mali en terme d'emploi, avec 859 nationaux sur les 1792 civils de la mission. En outre, elle représentait aussi, le désenclavement intérieur à travers les moyens aériens de transport (troupe et civil). sans oublier l'assistance humanitaires auprès des populations vulnérables, le financement des projets à impact rapide et sa contribution significative à l'économie locale.

A en croire le ministre Diop, le gouvernement a mis en place une stratégie pour atténuer l'impact de ce retrait sur la population malienne à Bamako et à l'intérieur du pays. Même s'il reconnaît que ça ne sera pas total, mais il a donné l'assurance que les équipes ont commencé à travailler à ces questions. « Dans les jours à venir, nous allons prendre attache avec les compatriotes qui sont concernés, les écouter et voir ensemble qu'est-ce qui peut être fait pour atténuer l'impact de cette mesure sur eux», a-t-il souligné.

En tout cas, en demandant le retrait sans délai de la Minusma, le Mali reste fidèle à ses principes qui guident désormais l'action publique dans notre pays, à savoir : le respect de la souveraineté des choix stratégiques du Mali et des intérêts du peuple Malien.

Le soutien de la Chine et de la Russie

Le conseil de la sécurité des Nations Unies a voté le vendredi 30 juin dernier à l'unanimité, le retrait de la Mission onusienne au Mali. Au cours de la réunion, la Chine et la Russie ont salué le respect de la souveraineté du Mali. « Nous manifestons notre soutien à Bamako dans le cadre de son aspiration à endosser

l'ensemble des responsabilités et à jouer un rôle de premier plan pour la stabilité de l'Etat du Mali. Nous sommes favorable à ce que le retrait de la mission se fasse de manière coordonner et organiser en étroite collaboration avec le pays hôte. La Russie continuera d'apporter au Mali une aide globale de sorte à normaliser la situation dans le pays dans le cadre d'une collaboration bilatérale », a déclaré le représentant de la Russie au conseil des nations unies.

Pour la représentante de la Chine, elle souhaite que le secrétariat élaborera des dispositions concrètes relatives à la réduction du personnel et des casques bleues depuis son retrait conformément à sa résolution afin de garantir un retrait bien organisé de la Minusma. « Les nations unies devraient continuer de coopérer étroitement avec le gouvernement malien. Cette année, 398 éléments de nos ONPE se sont vus remettre la médaille d'honneur pour l'Afrique. Nous en sommes fiers. Et nous continuons de travailler avec le Mali en respectant son intégrité territoriale et sa souveraineté», a indiqué la représentante de la Chine au conseil des nations unies.

Moussa Sékou Diaby
Source : Tjikan



Les maliennes et les perruques : Modernisation ou acculturation ?

On les voit de toutes les qualités, de toutes les couleurs, de toutes les longueurs et de toutes les formes. Pour paraître belles, rayonnantes et surtout élégantes, les femmes maliennes ont adopté les perruques comme accessoires. Un fait qui, selon certaines personnes, découle de l'acculturation et de l'obsession des femmes noires à vouloir ressembler aux peaux blanches.

Autrefois réservée aux femmes de mauvaise vie, aux stars et autres célébrités, la tendance des faux cheveux et des perruques artificielles a gagné en popularité et en diversité au fil des ans dans la culture africaine. Au Mali en particulier, ce produit a tellement gagné en popularité qu'il est impossible de passer une journée entière sans apercevoir une préadolescente, une adolescente, une mère de famille et même des femmes âgées avec des faux cheveux. Est-ce un complexe ou une mode ? Difficile de faire la part des choses. Mais s'il y a une vérité à révéler, c'est que les perruques, aussi chères soient-elles, sont devenues les compagnes incontournables des femmes maliennes. Même si ce phénomène n'est pas nouveau, il faut reconnaître qu'avec la prolifération des mèches artificielles, les femmes maliennes font «l'impossible» pour suivre la tendance. C'est du moins ce que laisse voir la majorité de la population, notamment les jeunes.

Interrogée sur le sujet, une certaine Mamy nous confie qu'elle collectionne des perruques de tous types, au point même de les louer à ses connaissances. Avant d'aborder le sujet, cette jeune femme précise que son amour pour ces accessoires ne fait d'elle ni une personne complexée ni une personne

acculturée. «La perruque est simplement un chapeau. J'en porte selon mes envies et mon humeur, non pas parce que je veux ressembler à quelqu'un d'autre. Je ne suis aucunement complexée, car j'aime beaucoup mes cheveux crépus. Mon dilemme avec les perruques est simplement de pouvoir être belle de mille et une façons, avec des perruques lisses, ondulées, frisées et même bouclées».

Approchée sur le sujet, Marie Madeleine Kéïta, vendeuse de perruques, s'est exprimée sur la place qu'occupe ce produit sur le marché et dans la vie des femmes maliennes. Selon elle, la demande est si forte que les fabricants produisent des perruques pour les femmes de toutes les classes sociales. «L'objectif des cheveux artificiels est d'améliorer son apparence pour être belle. Nous fabriquons donc différents types et qualités de perruques, et c'est aux clients de les acheter en fonction de leur pouvoir d'achat. Même si vous vendez une perruque à 500 000 francs CFA au Mali, vous trouverez une cliente prête à l'acheter», ajoute-t-elle. Considérant ce fait comme un effet de l'acculturation et du rejet de soi, Aly Togo, professeur de son état, fait savoir que le port des fausses cheveux remonte à l'époque coloniale. Selon lui, les Blancs obligeaient les femmes noires à porter des perruques afin de correspondre aux critères de beauté occidentaux. De plus, il déplore que le port de perruques et de mèches par les jeunes filles soit devenu un phénomène de plus en plus répandu au sein des sociétés africaines. «C'est triste, mais les mèches sont devenues une référence en termes de beauté féminine au Mali. Cette pratique consistant à abandonner les cheveux naturels au profit de cheveux artificiels est une forme d'acculturation, voire



d'aliénation culturelle. Elle révèle souvent le désir de ces filles de ressembler aux filles blanches, qui sont considérées comme des modèles de beauté pour elles. Elles rejettent ainsi consciemment ou inconsciemment leur africanité pour s'identifier aux Blancs», regrette-t-il.

En ce qui concerne les sujets de ce genre, chacun exprime sa pensée et maintient sa position. Cela signifie que porter une perruque n'est pas nécessairement synonyme de complexe. Même si les cheveux artificiels se démocratisent en Afrique, beaucoup de femmes préfèrent rester avec leurs cheveux naturels et crépus. Pour des raisons de mode et de modernité, certaines ne peuvent s'empêcher de porter des perruques de temps en temps. Et même du point de vue religieux, comme nous l'a expliqué Moussa Diarra, un adepte de la religion musulmane, les perruques sont acceptables, d'autant plus qu'elles peuvent être enlevées pour effectuer les ablutions avant la prière. «Ces artifices font partie de la beauté féminine. Comme on me l'a enseigné, tout ce qu'une femme peut porter pour se sentir belle et qui ne contrevient pas à la religion est acceptable. Le port de perruques n'est pas en soi une mauvaise chose. Cependant, étant donné que le Mali est actuellement dans une dynamique de retour à soi, j'encourage les femmes à s'assumer avec ou sans perruques», conclut M. Diarra.

Siguéta Salimata DEMBELE

Tunisie : Reprise des violences à Sfax contre les Subsahariens

Après le décès d'un Tunisien poignardé par des migrants, de graves affrontements ont éclaté dans la ville portuaire. Des vidéos partagées dans la nuit du lundi 3 au mardi 4 juillet dernier à Sfax, et largement diffusées sur les réseaux sociaux, témoignent d'une violence rare entre Tunisiens et Subsahariens, rapporte Le Monde.

Des jets de pierre, des individus masqués armés de barres de fer, des cartouches de gaz lacrymogène, des maisons incendiées : un niveau de violence inédit a été atteint dans cette ville du centre de la Tunisie, qui est en proie à de fortes tensions depuis dimanche.

À l'origine de cette explosion de haine, l'agression d'un Tunisien poignardé par des migrants africains en banlieue nord de la ville. L'information a rapidement été diffusée via une vidéo postée sur Facebook par le député Tarek Mahdi aux alentours de 22 heures : on y voit un homme gisant inconscient au

sol, baignant dans son sang, entouré d'habitants du quartier qui se rassemblent peu à peu autour de la victime. Les agresseurs sont décrits comme étant «africains», affirme alors Tarek Mahdi, qui leur reproche d'être «partout» et demande une réaction de la population sfaxienne. «Il faut que les gens se mobilisent», exhorte-t-il son public.

La vidéo récolte plusieurs milliers de «J'aime» et est massivement partagée, souvent accompagnée d'appels à la vengeance. Quelques heures plus tard, l'annonce du décès du jeune homme des suites de ses blessures attise encore davantage les esprits. Dans les rues, les violences éclatent dans de nombreux quartiers de Sfax : des Tunisiens s'en prennent aux Subsahariens et certaines sources rapportent que des groupes à moto se lancent dans une «chasse aux Noirs». Selon le parquet de Sfax cité par l'AFP, «trois migrants soupçonnés d'implication dans ce meurtre et qui seraient de nationalité ca-

merounaise, selon les informations préliminaires, ont été arrêtés».

Sfax, ville portuaire et pôle économique majeur du pays, a longtemps accueilli des travailleurs et des étudiants venus du reste du continent à la recherche d'un avenir meilleur. Depuis le début de l'année, elle est devenue une plate-forme de départ importante pour les candidats à l'exil vers l'Europe. En 2023, plus de 30 000 personnes ont déjà rejoint l'île italienne de Lampedusa depuis ses côtes.

Cette situation a exacerbé le racisme dans la ville. Le dimanche 28 mai, une nouvelle manifestation avait eu lieu devant le siège du gouvernorat pour réclamer des mesures de la part des autorités afin de freiner le phénomène migratoire et d'expulser les Subsahariens du pays. Le porte-parole du Forum tunisien des droits économiques et sociaux, Romdhane Ben Amor, déclarait déjà à l'époque que le pire était à craindre. Certains groupes exploitent l'absence de l'État pour tenter de chasser les migrants de leurs maisons en utilisant la force et toutes les formes de violence qui en découlent, a-t-il dénoncé, qualifiant la situation de dramatique.

«On dirait qu'on revit les sombres jours de fin février 2023, mais en pire», a réagi Franck Yotedje, directeur de l'association Afrique Intelligence qui travaille pour les droits des migrants et la cohésion sociale, en référence aux vagues de violences subies par les migrants après les propos de Kaïs Saïed. Le président tunisien avait alors attribué aux «hordes de migrants clandestins» un prétendu complot visant à «changer la composition du paysage démographique en Tunisie». Ces mots avaient déclenché plusieurs jours de chasse à l'homme, d'expulsion des logements pour les 21 000 Subsahariens, la plupart en situation irrégulière dans le pays. Après une accalmie, les hostilités reprennent encore.

■ Binadjan Dombia



Chine : Une réunion de presse à Quanzhou

Le premier Festival international sur le documentaire de la Route maritime de la soie a organisé une réunion de presse à Quanzhou le 2 juillet.



Lors de la réunion de presse, Mathieu Béjot, directeur de la stratégie et du développement de Sunny Side of the Doc, a déclaré qu'il y a des histoires fascinantes qui valent la peine d'être racontées en Chine, et il pense que les producteurs de films et de télévision peuvent raconter des histoires très riches, telles que les échanges culturels, le commerce international, l'histoire, la géographie, la science, la culture artistique, l'économie et bien d'autres domaines, offrant une nouvelle perspective pour le monde.

Source : français.cgtn.com



FEMAFOOT : Mamoutou Touré Baveux candidat à sa propre succession

A la faveur d'un point de presse tenu le 26 juin à l'hôtel Maëva, le président de la fédération malienne de football Mamoutou Touré Baveux a officialisé sa candidature à l'élection de la présidence de la FEMAFOOT prévue le 29 août prochain

Sollicité par plusieurs ligues de football à briguer un nouveau mandat à la tête de la Fédération malienne de football, le Président sortant Mamoutou Touré Baveux a annoncé sa candidature à l'élection de la présidence de la Femafoot prévue le 29 août prochain. S'adressant aux membres statutaires de la Fédération malienne de football ainsi qu'à certaines ligues de football et groupement sportif, Mamoutou Touré Baveux les a invités à lui renouveler leur confiance. " Le 29 août 2019, vous m'avez confié un mandat de quatre ans pour gérer le football malien en votre nom. Ce mandat

arrive à son terme le 29 août de cette année 2023 ", a-t-il déclaré, avant de poursuivre : " Il est de mon devoir de vous remercier pour la confiance et l'accompagnement multiforme dont mon équipe et moi-même avons bénéficié de votre part ". Cartes, dit-il, les quatre années qui viennent de s'écouler ont été semées d'embûches et de difficultés de toutes sortes, mais, poursuit-il, nous avons engrangé des succès et des avancées dans plusieurs domaines.

Dans cette mouvance de fin de mandat, Mamoutou Touré Baveux estime que plusieurs

responsables de nos structures déconcentrées ont sollicité sa candidature pour un nouveau mandat. " Me sentant en force de servir encore et toujours le football de notre pays, j'adhère à cette forte demande et à cet effet j'ai le plaisir de vous annoncer ma candidature pour la prochaine élection du comité exécutif de la Femafoot. En cette occasion, je sollicite votre soutien lors du scrutin d'août 2023, a-t-il conclu.

Almihidi Touré
Source : Tjikan





Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre activité peut être commerciale ou demander un travail en équipe qui devient efficace. Vos idées sont créatives et on vous écoute avec attention. Aujourd'hui, vous pourriez prendre la parole dans une réunion importante où on remarque vos compétences.

Votre vie amicale peut être la cause de vos dépenses par des sorties dans des endroits agréables. Il est conseillé de freiner tout de même, car de l'emballage se produit et vous pourriez être généreux à outrance, juste pour faire plaisir à l'un de vos amis.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous avez beaucoup de difficultés à canaliser votre colère, rester courtois relève presque de l'exploit. Vos collègues en prennent pour leur grade, vous n'acceptez pas l'injustice. Mercure vous suggère de modérer votre verbe sous peine de le regretter.

Aujourd'hui vous bénéficiez d'un petit coup de pouce de la part du destin. Si vous faites une demande pour obtenir une aide financière ou si vous pensez le faire, cela sera accordé. Votre famille participe également à la gestion du budget maison.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Malgré la convivialité, vous découvrez les vraies intentions d'un collègue et cela vous contrarie. Les astres en Lion vous donnent la possibilité de vivre un enjeu professionnel qui vous motive. La rivalité se manifeste au sein de votre entreprise.

Les dépenses sont importantes et elles concernent la vie amicale. Des sorties vous donnent l'occasion de céder aux tentations d'articles qui ne sont pas de grande utilité. La mode, les vêtements ou des objets de décoration sont vos frais principaux.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous bénéficierez d'une excellente réputation qui vous permettra de faire passer vos idées et d'affirmer vos opinions sans vous sentir mis à l'écart, comme c'est souvent le cas. Votre susceptibilité ne sera pas mise à mal !

Vous n'aurez aucune envie de vous restreindre aux dépenses indispensables. La période se prête aux sorties et autres loisirs plus ou moins coûteux. Évitez les endroits hors de prix et tout devrait bien se passer.



Lion (22 juillet - 23 août)

Des affinités avec un collègue débouchent sur de bonnes adresses que vous échangez. Il est utile d'écouter les avis de collaborateurs, bien que votre égo cherche à se placer. Dans votre service, un nouveau collègue pourrait arriver et changer l'organisation.

Faites une pause sur vos frais qui se succèdent. La période est irrésistible pour la gestion et vous avez plusieurs besoins, des nécessités de renouvellement avec des factures. L'argent s'envole et aucune économie n'est possible, mais Jupiter vous protège.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous bouillonnez intérieurement, vous prenez en grippe l'un de vos collègues. Votre intuition se révèle infallible, vous êtes prêt à tout pour découvrir ce qui se trame dans votre dos. Vous ne supportez plus de le voir se pavaner jour après jour.

Vous cherchez à augmenter votre pouvoir d'achat, car celui-ci semble ralentir depuis quelque temps et ça ne vous plaît pas. Ne vous inquiétez pas, sachez qu'il n'y a pas d'urgence, cependant vous préférez anticiper, vous voyez à long terme.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Les activités professionnelles donnent le sentiment d'avancer lentement. Des appuis de la part de la hiérarchie peuvent intervenir et vous ouvrir les portes. Les fonctions actuelles peuvent faire appel à un travail en équipe. On vous demande d'être réactif.

Des tentations peuvent se présenter et elles concernent des objets décoratifs ou des accessoires de mode. Pour réaliser des économies, vous devez faire appel à l'imagination et au bon sens. De la récupération ou du bricolage pourraient vous intéresser.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Perspicace et compétent, vous êtes sur la bonne voie pour voir évoluer votre carrière. Vous proposez des changements qui ne seront pas accueillis favorablement au départ, mais qui feront leurs preuves par la suite. Tenez bon !

Si vous avez produit une œuvre intellectuelle, vous pourriez en tirer profit ! Qu'il s'agisse d'un livre, d'une nouvelle, d'un scénario ou d'une pièce de théâtre ou encore d'un essai, n'hésitez pas à le montrer, à le proposer pour être édité.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Les joies dans votre carrière et votre vie ne doivent pas vous faire oublier d'être prudent. Si vous signez un contrat, soyez vigilant. Neptune en Poissons pourrait vous rendre aveugle sur les points d'un contrat. Il est important de lire entre les lignes.

Votre tempérament enflammé et positif ne va pas générer d'économies. Vous pourriez dépenser pour votre véhicule, acheter des gadgets pour l'aménager ou acquérir du mobilier nouveau pour arranger votre lieu de vie. Cependant, les dépenses restent modérées.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vénus favorise les bonnes opportunités, la chance est avec vous, il y a fort à parier que vos initiatives soient couronnées de succès. Les heures supplémentaires et votre investissement hors norme sont la clé de votre réussite. Vous faites des envieux.

Si vous avez demandé une augmentation, alors faites attention de ne pas dilapider votre argent. L'argent arrivera sur votre compte ce qui permettra à votre budget de pouvoir fonctionner correctement. Vous faites de vraies bonnes affaires.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Des démarches s'amorcent pour trouver un meilleur job en rapport avec vos compétences. Des étapes sont nécessaires pour trouver votre poste professionnel idéal et des choix restent possibles. Des personnes peuvent vous donner de bonnes adresses.

Faire des concessions vous semble difficile, vous réalisez que votre attitude à l'argent expose à des risques de déséquilibre. Vous êtes dans une période de séduction qui entraîne de fortes dépenses. Ces frais s'associent à vos charges habituelles.



Poisson (19 février - 21 mars)

Un désaccord est possible avec votre direction. Jupiter en carré ne plaide pas pour une entente satisfaisante. L'autorité exprimée par votre chef aura du mal à passer ! Votre sens de la répartition vous sera fort utile !

La Lune met l'accent sur vos finances et sur la nécessité de vous montrer plus vigilant que vous ne l'êtes actuellement. La dissonance Jupiter/Neptune toujours active continue de faire planer une menace sur les risques d'erreur. Ne soyez pas laxiste !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23